

Communiqué de presse

2 juillet 2021

Accord historique sur une taxe mondiale pour les multinationales

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a annoncé jeudi 1er juillet 2021 un accord entre 130 pays sur une taxe mondiale à 15% pour les multinationales.

Je me félicite de cet accord historique grâce auquel les grandes entreprises, et notamment les géants du numérique que l'on simplifie aussi sous l'acronyme GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft), **paieront enfin leur juste part d'impôts partout dans le monde.**

C'est une victoire majeure pour la France qui n'a cessé sous l'impulsion d'Emmanuel Macron de porter ce combat pour la justice fiscale au sein de l'Union européenne. **Avec cet accord, c'est entre 5 et 10 milliards d'euros de recettes supplémentaires pour l'État qui permettront notamment de financer nos services publics de proximité, nos écoles et nos hôpitaux.**

Dès le 15 novembre 2017, lors d'une séance de Questions au Gouvernement à l'Assemblée nationale, j'avais personnellement interpellé le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire sur l'urgence de prendre des mesures concrètes contre la fraude, l'optimisation et l'évasion fiscales qui font perdre chaque année des milliards d'euros à notre pays et qui provoquent à très juste titre l'indignation des contribuables français.

Mais face à la réticence de certains pays de l'Union européenne, et pour ne pas perdre plus de temps, **nous avons adopté au Parlement, dès mai 2019, une taxe sur le chiffre d'affaires des grands groupes internationaux du numérique**, qui payaient alors sur notre territoire 14 points d'impôt de moins que les entreprises françaises. **Avec cette mesure, nous avons ainsi recueilli 500 millions d'euros de recettes supplémentaires par an qui ont contribué à financer les baisses d'impôts de nos TPE/PME.**

Cette décision que nous avons prise tout en poursuivant le combat pour un impôt mondial, avait été largement critiquée par les oppositions de droite comme de gauche. Force est de constater que l'histoire ne leur rend aujourd'hui pas justice et que cette stratégie était la bonne.

Tout en défendant notre souveraineté tout au long des négociations avec nos voisins de l'UE, la Chine et les États-Unis, nous avons atteint nos objectifs : un accord a finalement été conclu, non pas à l'échelle européenne, mais encore mieux, à l'échelle mondiale, dans l'intérêt de tous nos concitoyens.

Le travail doit désormais se poursuivre pour convaincre les quelques pays encore récalcitrants à jouer le jeu indispensable de la justice fiscale, ce que je continuerai de contrôler à l'Assemblée nationale comme depuis le début du mandat.

herve.berville@assemblee-nationale.fr
herveberville.fr
@herveberville

Collaboratrice parlementaire :
Caroline Bœuf - 06.85.20.35.93